

# Cadres INF S

Bulletin périodique de l'Ugict-Cgt – N° 656 – 29 juin 2009

## ● **Éditorial**

### **Jeunes diplômé-e-s - jeunes salarié-e-s : c'est déjà les soldes !**

*L'année universitaire se termine, la rentrée s'approche à grand pas... et diplômés en poche, les jeunes diplômés qui se présenteront sur le grand bazar de l'emploi risquent d'être forts dépourvus. Même si les diplômés protègent encore du chômage, la « crise » va accentuer les inégalités, diminuer les salaires à l'embauche... et les entreprises vont pouvoir profiter de ces soldes prolongées ! Les chantiers (réforme des stages, accès à l'emploi et aux logements, discriminations et inégalités, reconnaissance des qualifications, formations, protection sociale...) sont pourtant forts nombreux, mais les maîtres d'œuvre de l'Élysée n'ont ni idées, ni d'argent à leur consacrer ! Mais les jeunes diplômés ne peuvent attendre un quelconque messie. C'est pourquoi l'Ugict-CGT, en se déployant sur les salons consacrés à l'emploi et en provoquant des actions médiatiques, continuera à revendiquer un vrai statut social pour la jeunesse... et avec la jeunesse. Elle proposera dès l'automne, une adhésion et un paiement en ligne aux jeunes diplômés.*

**Fabrice Hallais,**  
responsable du collectif  
jeunes diplômés de l'Ugict-CGT

## « INITIATIVES »

- 23-24-25 septembre : **stage « Démarche qualité »**  
Centre de formation Benoît Frachon à Gif-sur-Yvette (91).  
Contacter : Sylviane Lejeune au 01 48 18 85 10 (85 06).  
Julien Guérin au 01 48 18 81 85
- 27 septembre au 2 octobre 2009 : **stage « Inégalités sexuées de carrière : critères et processus »**  
A l'Institut des Sciences Sociales du Travail (ISST) de Bourg-la-Reine (92).  
Contacter : Ana Andrade au 06 76 86 08 05  
01 48 18 81 25
- 5-6-7 octobre : **stage « Vie syndicale »**  
Centre de formation Benoît Frachon à Gif-sur-Yvette (91).  
Contacter : Gilles Bénéteau au 01 48 18 85 21 (85 12).  
Julien Guérin au 01 48 18 81 85
- 5-9 octobre : **stage technique sur les retraites**  
Centre de formation Benoît Frachon à Gif-sur-Yvette (91).  
Contacter : Sylvie Durand au 01 48 18 85 09 (85 12).
- 19-23 octobre : **stage National**  
Centre de formation Benoît Frachon à Gif-sur-Yvette (91).  
Contacter : Julien Guérin au 01 48 18 81 85 (83 46).

## ● **ÉDITO**

*Jeunes diplômé-e-s - jeunes  
salarié-e-s : c'est déjà les  
soldes !*

## ● **COLLOQUE-DÉBAT JEUNES DIPLOMÉS, TRAVAIL, ENGAGEMENT**

*L'avenir du syndicalisme  
se joue comme se joue  
l'avenir de la jeunesse*

# L'avenir du syndicalisme se joue comme l'avenir de la jeunesse

**Comment aborder le problème des jeunes diplômés, de leur rapport au travail et à l'engagement ? La question est essentielle pour l'avenir du syndicalisme. Depuis plusieurs années l'Ugict-CGT a fait de cette question un axe prioritaire de déploiement. Avec ce colloque-débat, une première, qui s'est déroulé sur la journée du 9 juin dernier, à quelques mois du Congrès de la CGT, nous avons le besoin de croiser les travaux des chercheurs et la pratique des militants.**

## Jeunes diplômés et système scolaire

### Sauver l'Université

Participants :

- Stéphane Beaud, professeur en sociologie à l'École Normale Supérieure (ENS) ;
- Stéphane Bonnery, enseignant-chercheur en Sciences de l'éducation à Paris VIII ;
- Gérard Aschiéri, secrétaire général de la FSU ;
- Jean-Baptiste Prévost, président de l'Unef.

Qui sont les jeunes diplômés ? Ils constituent un groupe très hétérogène avec des logiques de démarcation interne et leurs diplômes, y compris les Bacs professionnels, les protègent (partiellement) du chômage et des CDD. On en donne généralement une définition restrictive qui exclut les détenteurs d'un Bep ou des autres diplômes techniques, réservant la connotation positive aux lauréats des grandes écoles et dans une moindre mesure aux filières universitaires classiques. « Il existe un processus de sur-sélection même au sein des cursus universitaires » affirme Stéphane Beaud.

Le groupe des jeunes diplômés ne constitue pas une majorité. Selon une enquête du Centre d'Études et de Recherches sur les Qualifica-

tions (Cereq), de 2007, portant sur 65 000 enquêtés sortis du système scolaire en 2004, 17 % est sans diplômes, 17 % possède un Bep ou un Cap et 25 % le niveau Bac. Seul un peu plus de 3 % d'entre eux est titulaire d'un diplôme d'école de commerce ou de grande école. Ce qui signifie que 59 % des jeunes ne peut prétendre à la définition de jeunes diplômés. Aujourd'hui, les étudiants cherchent avant tout des certifications professionnelles et les enseignants éprouvent de plus en plus de difficultés à transmettre les outils du savoir critique.

En ce qui concerne l'insertion professionnelle, les jeunes diplômés restent privilégiés. D'après l'enquête déjà citée : 32 % des sans diplômes est au chômage, contre 7 % pour les Bac + 2 et 6 % pour les Bac + 5. Si la possession d'un diplôme reste un élément décisif dans la relative protection dans le monde du travail, nous assistons à une dévalorisation organisée de l'enseignement supérieur avec le risque de voir « se développer la création d'écoles privées à Bac + 1 » avance Stéphane Beaud.

Stéphane Bonnery pose une question sociale en s'interrogeant sur le rapport des étudiants avec le savoir : « Pourquoi ne considèrent-ils pas les savoirs comme une occasion de développement personnel et d'acquisition des armes pour leurs luttes ? ». Leur rapport

aux études est ambivalent comme il l'est à celui au travail et l'opacité cognitive et l'opacité politique s'inter-alimentent.

Stéphane Bonnery identifie chez les élèves et les étudiants trois types d'attitudes qui déterminent leur rapport au savoir : la conformité, l'appropriation et une attitude critique. En général, l'articulation des

trois favorise les conditions de la réussite. Une « écriture polyphonique » analyse-il qui permet un retour vers le réel après avoir pris des distances avec lui.

Les étudiants en échec restent dans la critique pure. Ils se privent des éléments intellectuels de leur émancipation et ont du mal à conjuguer l'engagement pour soi

## Gérard Aschiéri - FSU

### « Il faut poser la question des Masters »

« Le système éducatif français s'est énormément démocratisé, mais reste marqué par une conception élitiste à laquelle la réforme de la carte scolaire participe. Le mode de fabrication des élites ne passe pas par les universités, mais par les grandes écoles. Il est fondé sur une sélection par les sciences mathématiques, alors même que la formation des cadres ne nécessite pas forcément les maths. Il faut faire évoluer ce système. L'agrégation joue un rôle équivalent à celui des grandes écoles. Nous aboutissons à cette aberration : le doctorat ne vaut rien par rapport aux titres d'une grande école. Un encadrant de la fonction publique issu de l'ENA sera toujours supérieur à un doctorant. Syndicalement, il faut traiter ce problème... En ce qui concerne la masterisation, la FSU a toujours considéré que l'élévation du niveau des professeurs devait être articulée avec la recherche. Aujourd'hui, cet axe aboutit à la masterisation que nous ne remettons pas en cause, mais il faut se poser la question de sa mise en œuvre. La politique gouvernementale consiste à masteriser, mais en remodelant la formation professionnelle en l'éloignant de la recherche. Il faut créer les conditions pour que la masterisation soit une véritable amélioration de la qualification et permette de lutter contre la sélection sociale et maintenir une structure dédiée aux enseignants, mais avec un pré recrutement payé. »

et engagement pour une cause. Cette attitude ne peut être que confortée par les réformes de l'Université en cours : individualisation et modulation des parcours et des savoirs, apprentissage de la logique de compétition.

Cependant, leur engagement peut se situer hors de ce champ pour investir l'humanitaire ou même le communautaire, déconnecté de la question politique. En période de lutte, les éléments théoriques viennent éclairer les interrogations individuelles et l'action militante consisterait à articuler l'intérêt particulier à l'intérêt collectif.

L'Ugict-CGT avait déjà effectué ces constats à l'issue d'un débat où la différence entre littéraires et scientifiques était apparue avec force. Il en était ressorti aussi les difficultés de réflexion des jeunes sur les entreprises, les marchés financiers, notamment les élèves des écoles de commerce nourris de savoirs utilitaires. Autre constat : il était apparu qu'après un stage en entreprise, ils pratiquent souvent l'auto-censure contre la validation de leurs diplômes.

Enfin, dernier enseignement et non des moindres, ils s'engagent dans des formations en fonction du marché de l'emploi.

« Les entreprises demandent des surdiplômés et ne veulent plus former des jeunes. Elles s'exonèrent de la formation. Les directions exigent des plus jeunes cadres qu'ils appliquent les décisions sans réfléchir. Alors, les jeunes recherchent une formation qui leur permet d'être à l'aise dans l'entreprise. Ils ont donc des exigences utilitaires » constate une militante de l'Ugict-CGT.

## Jeunes diplômés, travail et entreprise

### Le dramatique « sas de la précarité »

Participants :

- Charlotte Duda, présidente de l'Association Nationale des Directeurs des Ressources Humaines (ANDRH) ;
- Pierre Cours-Salies, professeur des Universités ;
- Caroline Blanchot, Ufcm cheminots (Collectif jeunes) ;
- Pascal Joly, secrétaire général de l'Urif-CGT.

Pour Charlotte Duda, l'ANDRH dont elle est présidente, se doit

d'être engagée dans le débat citoyen : « L'aggravation du chômage des jeunes nous amène à repenser le sens de la gouvernance et la construction de liens entre amont et aval du marché du travail. L'échelle du bassin d'emploi est primordiale ainsi que la gestion prévisionnelle des emplois. Il faut établir un dialogue social territorial » affirme-t-elle en préambule.

Quels sont les constats de l'ANDRH ? D'abord, les débuts de carrière restent souvent indemnisés avec des stages qui ne débouchent pas sur une véritable embauche, ce qui implique de repenser le statut du stagiaire déjà diplômé.

Ensuite, l'augmentation du chômage de longue durée est due en partie à une double discrimination de qualification et territoriale contre laquelle il faut lutter.

« Ce déficit d'emploi nous interroge sur notre capacité de ré-industrialisation du pays et sur le rôle que peuvent y jouer les PME-PMI » analyse la présidente de ANDRH. Pour l'Association, la question de l'orientation des jeunes est aussi essentielle. Elle s'insurge, comme l'ensemble des intervenants, contre le « rite de passage », que constitue ce « sas de précarité » long et pénible, du monde étudiant au monde du travail.

L'Association constate aussi la part de plus en plus importante du sens de la responsabilité sociale des entreprises qui doit s'exercer envers les salariés mais aussi envers les territoires. Pierre Cours-Salies quant lui, s'interroge sur le rapport des jeunes au travail et à l'entreprise : « Il y a 15 ans les jeunes ne voulaient pas faire une carrière toute une vie. À présent, en se résignant à rester dans le même travail, ils se renient en partie pour avoir des revenus stables ». Les études ont pris une place plus importante, mais la dimension de l'esprit critique semble assez peu présente.

L'individualisation des parcours de formation, suppose que l'individu ait droit à une formation tout au long de vie. Il reprend la question de Pierre Naville « Au regard des progrès techniques à venir et à la place de la formation, soit le mouvement syndical s'en saisit, soit il aura à le regretter pendant longtemps. Nous y sommes » affirme-t-il.

Aujourd'hui, les titulaires d'un BTS sont dans les PME sous-trai-

## Jean-Baptiste Prévost - Unef

### « Le diplôme reste une arme contre le chômage »

Pour l'Unef « les jeunes ont un besoin de formation et de qualification. Ils aspirent à être dans la catégorie des jeunes diplômés, car le diplôme reste une arme de lutte contre le chômage ». Mais le système éducatif n'a pas eu les moyens de la démocratisation.

« Aujourd'hui, c'est une cocotte-minute à la limite de l'explosion » constate le président du syndicat étudiant. Les attentes sociales et sociétales sont très fortes. L'insertion professionnelle se fait dans d'autres filières et seul 1 % des étudiants se destine à la recherche.

« L'encadrement pédagogique a besoin d'une véritable révolution. La logique du cours en amphithéâtre n'est plus adaptée aux jeunes étudiants » affirme Jean-Baptiste Prévost.

Le président de l'Unef s'interroge aussi sur le statut d'étudiant péniblement construit dans les années 50-60. En effet, dans les années 60, pour 400 000 étudiants, le Crous proposait 150 000 logements. Aujourd'hui, pour 2 millions d'étudiants ; il n'en dispose que de 155 000. « Les moyens manquent, les étudiants travaillent, mais le taux d'échec des étudiants salariés est de 40 % supérieur aux étudiants non salariés. Et ces emplois ne sont pas garantis d'une expérience professionnelle.

Les compétences professionnelles durables et garanties devraient être acquises d'une manière ou d'une autre dans le cadre universitaire » précise Jean-Baptiste Prévost qui insiste sur le lien progressiste à reconstruire entre l'université et le monde du travail. La généralisation du sas de la précarité entre l'obtention du diplôme et le premier emploi impose la construction d'un système de protection (chômage, intérim, CDD, hors couverture sociale avant 25 ans) et l'Unef, comme la CGT, porte la revendication d'une allocation de 50 à 80 % du Smic. En dépit des inégalités sociales, tous ont un besoin de formation et d'autonomie, sans parler du refus de la précarité. « La question est : comment trouver le lien vers la conscientisation ? » conclut le président de l'Unef.

tantes de 50 salariés (60 % du salariat du régime Unedic) du privé où la présence syndicale reste peu fréquente pour défendre leurs droits. Les jeunes diplômés (Bac + 5), quant à eux, sont dans les plus grandes entreprises. Ils ont appris à savoir s'il faut se soumettre ou ne pas se soumettre.

Pour les syndicats, la question est comment réagir ? « Ce problème dépasse le seul champ syndical, il est politique, culturel. Avec la Sécurité sociale professionnelle, la CGT a mis le doigt sur quelque chose de très fort » reconnaît le chercheur. Droit à des revenus et à une formation garantie toute la vie, y compris pour les professeurs. Une demande qui existe sur l'ensemble de la société et qui doit faire progresser les droits universels.

Pierre Cours-Salies regrette « qu'une partie de la jeunesse va d'ailleurs se voir refuser le droit de se cultiver en entrant dans l'apprentissage ».

En se référant à une enquête menée en 2008-2009, auprès de cadres de la SNCF de moins de 35 ans portant sur les premières années dans l'entreprise, Caroline Blanchot constate que les jeunes diplômés acceptent, entrant dans l'entreprise, des sacrifices qu'ils refusent une fois qu'ils s'installent dans la vie. L'enquête fait apparaître une certaine angoisse de l'avenir individuel mais aussi collectif. Ils s'interrogent sur le sens, la valeur de leur tâche et ressentent une perte de la capacité à s'autogérer au fur et à mesure que s'installent les dispositifs de l'ouverture à la concurrence.

Le marché du travail est-il un marché comme un autre ? Cette question à mettre en discussion est posée par Pascal Joly. Les rapports au travail dans la région Ile-de-France, qui regroupe 60 % de la recherche publique et 40 % de la recherche privée, se compliquent et la souffrance au travail est plus



**Ce n'est pas à un changement d'âge auquel on a à faire, mais bien à un changement de génération.**

particulièrement présente chez les salariés les plus diplômés.

Comme Charlotte Duda, Pascal Joly pointe la discrimination territoriale de jeunes diplômés peu intéressés par le syndicalisme et atteints par le découragement, le défaitisme.

Le Secrétaire de l'Urif dénonce aussi la gestion prévisionnelle de l'emploi (GPEC) qui «*se résume trop souvent à un outil de gestion de suppression d'emplois*».

**Jeunes diplômés et engagement**

**Les jeunes diplômés doivent nourrir le syndicalisme**

Participants :

- Michel Vakaloulis, maître de conférence en sciences politiques à Paris VIII ;
- Isabelle Sommier, professeur de sociologie à Paris I ;
- Mathieu Videla, syndiqué Ufcm-CGT ;
- Julien Bayou, Génération précaire
- Jean-François Bolzinger, secrétaire général adjoint de l'Ugict-CGT.

Michel Vakaloulis, travaille depuis longtemps avec l'Ugict-CGT. Son enquête sur les jeunes diplômés au travail et leur représentation collective fait suite à une précédente étude sur le militantisme syndical des jeunes Ict.

Ce travail se situe dans une double perspective : le rapport de travail acquisition des compétences et l'engagement générationnel où la réussite peut véhiculer certaines valeurs sociales.

Dans la grande majorité, ils restent attachés à l'utilité de leur métier et acceptent une mobilité accrue en début de carrière. Ils sont culturellement familiarisés avec le court terme, mais témoignent aussi d'une incertitude quant à la réalisation de leurs objectifs.

Pour Michel Vakaloulis, la crise actuelle, «*si elle exacerbe le ressenti ne fait pas pour autant des jeunes des anti-capitalistes, en revanche le débat micro-macroéconomie est désormais présent et n'est plus réservé aux seuls dirigeants*».

Croient-ils pour autant au renversement du rapport de force par une action collective ? La démarche semble complexe entre la frustration et le désir d'engagement.

**Pour le syndicalisme se pose la question de l'individualisme du droit individuel, garanti collectivement.**

Pourtant, affirme le chercheur, l'action syndicale apparaît plutôt positive. Le syndicat conserve son rôle d'informateur sur l'entreprise, face au glissement de sens. Son rôle de représentation et porte-parole des salariés reste présent. Enfin, il assure toujours un contre-pouvoir dans l'entreprise. «*Ce regard bienveillant est exigeant, mais ils ne voient pas l'intérêt d'y adhérer*» constate Michel Vakaloulis. En effet, l'image caricaturale du syndicat réfractaire aux revendications de l'encadrement persiste. La connotation ouvriériste du mouvement syndical persiste, d'autant qu'ils ne s'estiment pas sollicités par les organisations lorsqu'elles sont présentes.

La crainte de s'exposer face aux directions et de porter atteinte à leur déroulement de carrière est aussi présente.

Michel Vakaloulis soulève la question de la modernité et de l'efficacité d'un syndicalisme de l'encadrement capable d'ouvrir des perspectives collectives et de proposer un projet syndical cohérent sur les droits spécifiques et généraux.

Parallèlement, des formes d'actions plus radicales apparaissent, exposées par Isabelle Sommier, altermondialistes, micro-groupes déployant une action contestataire, la plupart du temps parisienne et surtout à destination des médias. Quelle est la légitimité, par exemple de Génération précaire, créée en 2005, pour obtenir une

régulation des stages. «*Génération précaire n'a pas de légitimité, mais seulement la légitimité par défaut*» explique Julien Bayou un de ses fondateurs, il fallait aussi répondre aux cyniques qui disaient «*Passe ton Bac + 5 d'abord*».

Le syndicalisme est de plus en plus nécessaire estime-t-il tout en posant la question de l'articulation entre deux natures d'action l'une ludique, nourrie d'un certain hédonisme, l'autre revendicative et institutionnelle. Le syndicat doit aller trouver ces jeunes-là, mais hors de l'entreprise puisque par définition ils n'y sont pas.

«*Ça devient hyper urgent*» conclut Julien Bayou.

**Pour conclure**

«*Cette initiative participe de notre activité syndicale et dans toute la CGT. Répondre aux attentes des jeunes est pour nous un axe stratégique*» conclut Jean-François Bolzinger. «*Il existe un paradoxe. Nous nous battons pour les embauches, mais les jeunes sont utilisés pour faire du dumping social. Il faut travailler les intérêts communs entre les générations*» poursuit-il..

Aujourd'hui, se pose la problématique du lien entre formation et travail tout au long de la vie et celle de l'engagement car la coupure entre le travail et le non-travail a sauté. La lutte contre le CPE a, à cet égard, été exemplaire : contre la précarité et ancrée dans la vie.

«*Ce n'est pas à un changement d'âge auquel on a à faire, mais bien à un changement de génération. En 68 il y avait une radicalité idéologique aujourd'hui il y a une radicalité pragmatique*».

Pour le syndicalisme se pose la question de l'individualisme du droit individuel, garanti collectivement. Il faut que le syndicalisme se transforme, régénéré par une jeunesse qui se trouve dans ces conditions là. La dynamique d'action des jeunes syndiqués est du même ordre que celle de Génération précaire où l'action est première. «*La démarche syndicale est plus claire que les projets des partis politiques de gauche. Les syndicats doivent s'en mêler. L'avenir du syndicalisme se joue comme se joue l'avenir de la jeunesse*» conclut Jean-François Bolzinger.

*L'ensemble de ce colloque fera, bientôt, l'objet d'une publication enrichie par les différents intervenants.*